

Monsieur l'Orateur, on me trouvera peut-être piquant envers le député d'Edmonton-Ouest, mais il le mérite, car je suis d'avis que c'est un gros «niaiseux». Avant de connaître une chose, il est prêt à la condamner. C'est regrettable qu'il ne soit pas ici, parce que je le lui dirais directement. Il est un des principaux niais du Canada, même s'il a déjà été Orateur de la Chambre. Je l'ai connu comme tel, à ce moment-là.

Monsieur l'Orateur, les ingénieurs constatent que les matériaux et la main-d'œuvre sont disponibles en abondance. Ils ont raison, à l'instar du commun des mortels, à l'exception des banquiers et des politiciens qui sont leurs valets, de se demander pourquoi tel pont, tel barrage ne peut-être construit. C'est simplement à cause du manque d'argent. Pourquoi ne peut-on développer la baie James? Pourquoi ne peut-on construire des routes transcanadiennes supérieures à celles qui existent présentement? Parce que nous manquons de matériaux, parce que nous manquons d'ingénieurs, parce que nous manquons de main-d'œuvre, parce que nous manquons de possibilités physiques? Non, mais parce que nous manquons de possibilités financières.

Je constate que le président du Conseil du Trésor me regarde. Il sait que c'est vrai. Et ce qui me choque, monsieur l'Orateur, c'est qu'en temps de paix, lorsqu'il s'agit de développer notre pays, on se butte à une question financière. Si, demain matin, une guerre mondiale éclatait, le gouvernement trouverait les milliards voulus pour fabriquer des canons, des obus, des engins de destruction, construire des casernes, des habitations, nourrir les soldats, les vêtir, les loger convenablement. Il n'y aurait pas une seule hésitation pour faire une guerre! Mais pour établir la paix, on n'a pas d'argent. Voilà la stupidité du système défendu par le gouvernement actuel et défendu, il y a quelques années, par le gouvernement précédent, qui était conservateur progressiste.

Tout se rattache à une question de «piastres et de sous». Comment se fait-il qu'on trouve des milliards pour tuer et qu'on n'en trouve pas pour vivre? Pourquoi les 1,500,000 étudiants qui cherchent un emploi d'été ne peuvent-ils en trouver? On a établi le programme «Perspectives-Jeunesse» avec lequel on fait du patronage de «politicaillieurs» de bas étage. J'entends le président du Conseil du Trésor dire: «Ah!»

Lundi, nous discuterons du budget et, à ce moment-là, je donnerai des noms, pour la gouverne du ministre. Je lui montrerai que d'anciens membres de la Compagnie des jeunes Canadiens, infiltrée de communistes, reçoivent actuellement plus de subventions de la part du secrétariat d'État que des gens qui veulent travailler au développement du Canada. J'ai les noms et j'ai les montants. Nous verrons probablement, monsieur l'Orateur, des députés libéraux m'applaudir, à ce moment-là, parce qu'ils sont peut-être aux prises avec les mêmes problèmes dans leur circonscription. J'en ai un problème chez moi, et je le citerai à la Chambre lundi, pour être certain que tout le monde en soit au courant.

• (2.40 p.m.)

Monsieur l'Orateur, 1,500,000 jeunes demandent à s'intégrer à la société canadienne et on leur en refuse l'accès. Après cela, on est étonné de voir que les jeunes se révoltent, s'organisent en groupes ici et là et font exploser des bombes. Pourquoi? Parce qu'on leur refuse l'accès

à la société. Nous avons déjà été jeunes. Nous avons contesté ce qui existait. La contestation est normale.

J'ai commencé à contester à 20 ans. J'en ai maintenant 53 et je conteste encore le gouvernement, mais dans l'ordre. Suggérons quelque chose. Les jeunes sont nos enfants, en fin de compte. Nous leur fermons les portes, nous leur disons: Tu es trop jeune, attends! Alors, le jeune de 18 ou 20 ans, qui ne peut pas s'intégrer à la société fera sauter cette société, qui refuse de l'admettre dans ses cadres. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Il existe des abus, naturellement.

Des jeunes ont été arrêtés à Montréal et ailleurs au Canada, parce qu'ils ont abusé de leur liberté. Nous ne trouvons pas de révoltés seulement chez les jeunes. Nous en trouvons chez les gens de 60, 65 et 70 ans. Ces derniers perpètrent aussi des actes répréhensibles. Il ne faut pas blâmer seulement la jeunesse!

A tout événement, nous blâmons le gouvernement de n'avoir pas établi une société juste au Canada, d'avoir négligé d'abolir la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Il faut proposer une alternative, comme le disait le député de Bellechasse ce matin. Le Crédit social le fait depuis longtemps, même si l'on fait passer les Créditistes pour des gens pas trop instruits ou des gens qui représentent les classes rurales.

Nous avons failli, il y a quelques jours, remporter la victoire dans la circonscription urbaine de Trois-Rivières. Je suis convaincu que nous le gagnerons lors des prochaines élections générales, de même que celle de Saint-Maurice. Je ne sais pas qui représente cette circonscription dans le moment, mais, à tout événement, je pense que nous y serons victorieux.

Monsieur l'Orateur, avant le major Douglas, un ingénieur américain, un savant reconnu comme tel, un homme de lettres qui a écrit des centaines de volumes depuis 1904, Thorstein Veblen, faisait état des vues des ingénieurs sur le système des prix. C'est d'ailleurs à ce dernier que le major Douglas est redévable de sa thèse de l'héritage culturel justifiant le versement d'un dividende national à tous les citoyens pour garantir le minimum vital, indépendamment de la couleur, de la religion, de la langue, chaque citoyen ayant droit à cet héritage culturel que sera son dividende national.

Saluons en passant le major C. H. Douglas, ingénieur de profession, conférencier invité par toutes les associations d'ingénieurs du monde, qui a prononcé des conférences sur le système des prix et le Crédit social devant le congrès mondial des ingénieurs à Tokyo et devant la Société des ingénieurs des Pays-Bas, en présence du monarque. Seulement, les moyens d'information de l'époque ont fait comme on le fait aujourd'hui et ont dit: Ignorons les créditistes, ignorons la thèse créditiste!

Je vois, dans la tribune des courriéristes parlementaires, un représentant de la Presse canadienne ou de la *United British Press*. Demain, dans les journaux, on parlera de la conférence de Victoria, qui ne règle rien, plutôt que des problèmes du Canada qui se discutent ici. Aux nouvelles de Radio-Canada, ce soir, on n'entendra pas parler de cette journée de débat sérieux, car les «gars» de la caméra ou les reporters de Radio-Canada sont probablement à surveiller les rats qui se promènent le long de l'Outaouais, du côté de Hull, parce que du côté d'Ottawa, il n'y en a pas. S'il y en a de ce côté-ci, c'est au Parlement!